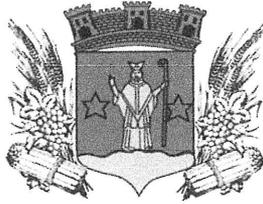


Département de Vaucluse



Commune de
Saint-Saturnin-les-Avignon

AUTORISATION DE STATIONNEMENT

78 CHEMIN DES JARDINS
VÉHICULE DE LA SOCIÉTÉ GEOSEC
LES 24 ET 25 AVRIL 2023

SAINT-SATURNIN- LES-AVIGNON LE 14 AVRIL 2023

Serge MALEN, Maire de *SAINT-SATURNIN-LES-AVIGNON*,

VU les articles L 2211-1, L2212-1 et L2212-2, et L2213-1 à L2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

VU le Code de la Route et notamment les articles R110-1, R 110-2, R110-3, R411-1 à R411-8, les articles R411-17 et-18, et R411-25 à R411-28, R141-3, R415-6 et R 415-7.

VU l'arrêté interministériel du 6 décembre 2011 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes.

VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière –livre I – 3^{ème} partie, relative aux intersections et régime de priorité approuvée par l'arrêté interministériel du 26 juillet 1974 modifiée et complétée.

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière –livre I – 4^{ème} partie, relative à la signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié.

VU l'arrêté municipal n° 2021-04-073 en date du 12 avril 2021, portant réglementation de la circulation, du stationnement, et de la vitesse des véhicules dans l'agglomération de Saint-Saturnin-lès-Avignon.

VU la demande en date du 13 avril 2023 par Monsieur Younes BOUCHERIT, société GEOSEC France SAS, dont le siège social est situé à SAINT-THIBAULT-LES-VIGNES, 4 rue Enrico Fermi, intervenant au profit de Monsieur Robert GANS

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'accorder, à titre exceptionnel, une autorisation du domaine public communal.

ARRÊTE

Article 1 : La Société GEOSEC France SAS est autorisée à occuper le domaine public communal, au droit du N° 78 du chemin des Jardins, en y faisant stationner un camion atelier pour travaux de consolidation du sous-sol de la propriété de Monsieur Robert GANS les 24 et 25 avril 2023 de 8 h à 18 h. (travaux de jour)

Article 2 : Cette occupation du domaine public communal restera précaire et révoquée par principe. Elle est accordée intuitu personae, et sera remise en cause en cas de changement de propriétaire. Si le stationnement n'est pas installé dans les délais prescrits, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande d'occupation du domaine public communal.

Article 3 : La signalisation et la pré signalisation nécessaires seront mises en place au droit et aux abords du chantier par Société GEOSEC France SAS intervenant pour le compte de Monsieur GANS afin d'assurer la sécurité des usagers, maintenue en permanence en bon état, adaptées pendant les interruptions et enlevées à la fin des travaux, sous le contrôle des services de la commune.

Article 4 : Société GEOSEC France SAS intervenant pour le compte de Monsieur GANS assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords et effectuera à cet effet et autant que nécessaire les nettoyages de la chaussée. Tout dommage causé au domaine public devra être qualitativement à l'identique par Société GEOSEC France SAS intervenant pour Monsieur GANS.

Article 5 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Société GEOSEC France SAS intervenant pour le compte de Monsieur GANS veillera à ce que le cheminement des piétons puisse être maintenu dans de bonnes conditions de sécurité et que les accès riverains publics et privés soient maintenus. L'entreprise adaptera sa signalisation en rapport de la zone traitée afin de guider les riverains.

Article 6 : Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux véhicules de collecte des ordures ménagères, service de sécurité, police, secours et incendie, les membres du corps médical qui justifieront d'obligations professionnelles impérieuses, les services techniques municipaux, les véhicules EDF et GDF en service.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié sur le site de la Mairie, et affiché à chaque extrémité des travaux et en tout lieu qui sera jugé utile.

Article 8 : Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière conformément aux articles R325-12 à R325-46 du code de la route.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services, le responsable du centre technique, le responsable des travaux, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Madame la Lieutenante, Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-SATURNIN-LES-AVIGNON, la société GEOSEC France SAS sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Société GEOSEC France SAS.

Le Maire

Serge MALEN



Acte certifié exécutoire compte tenu de la transmission
aux intéressés le

19 AVR. 2023

Publié le 19 AVR. 2023

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes (30941) 16 avenue Feuchères -CS 88010- cedex 9, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr